

mars 2012 - n°1



cahiers de l'obTic

sommaire

Editorial <i>Uğur Kaya</i>	2
L'émancipation de la nouvelle bourgeoisie islamique en Turquie <i>Dilek Yankaya</i>	3
Les enjeux pour les partis politiques aux élections législatives de 2011 <i>Mine Alparslan et Başak Gürsoy</i>	9
Actualité	14

obTic

observatoire de recherche interdisciplinaire sur la Turquie contemporaine
www.obtic.org

éditorial

L'

Observatoire de Recherche Interdisciplinaire sur la Turquie Contemporaine (Obtic) se lance avec ce premier numéro dans la publication d'un périodique pour promouvoir les travaux de chercheurs travaillant sur la Turquie, dans l'objectif d'animer les débats actuels ou de revisiter des problématiques anciennes.

A travers la diffusion des Cahiers de l'Obtic, nous voudrions modestement combler un vide en études turques. Depuis la disparition du Cemoti après le décès de Semih Vaner, il n'existe plus de périodique en français sur la Turquie. Nous sommes conscients de l'ampleur du défi eu égard au précédent du Cemoti et son niveau d'excellence. Nous espérons améliorer au fur et à mesure ce projet et mettre à la disposition des chercheurs et de la recherche un média de qualité.

A cette occasion, qu'il nous soit permis de présenter brièvement l'Obtic, fondé début 2009 à Paris par un groupe de chercheurs rattachés à divers établissements. Son principal objectif est de contribuer à la recherche scientifique sur la Turquie contemporaine dans diverses disciplines des sciences sociales. Restant à l'écart de tout mouvement politique, idéologique et de tout parti politique, l'Obtic cherche à mettre en valeur les travaux scientifiques en cours dans les domaines concernés, par le biais de publications, l'organisation d'ateliers et de conférences.

Dans ce premier Cahier, nous vous proposons deux articles. Dans le premier, Dilek Yankaya effectue une étude anatomique de la nouvelle bourgeoisie islamique en Turquie, son identité de groupe, son expression économique et politique. Ensuite, Mine Alparlan et Başak Gürsoy examinent le fonctionnement interne et les objectifs des principaux partis politiques en Turquie avant les élections législatives de 2011. Ces deux travaux nous semblent d'autant plus intéressants et fructueux que se pose aujourd'hui l'une des questions les plus récurrentes depuis le «printemps arabe» : «Y'a-t-il un Modèle Turc ?»

Dans la dernière partie, vous pouvez également trouver l'actualité concernant les publications récentes, les conférences à venir ou les appels à contribution. Nous invitons bien entendu tous les chercheurs à participer aux prochains numéros.

Uğur Kaya

L'émancipation de la nouvelle bourgeoisie islamique en Turquie

Dilek Yankaya*

En Turquie, la politique, les médias et les marchés témoignent de la présence d'un nouveau groupe social épanoui depuis la libéralisation économique des années 1980 et intégré dans les structures de pouvoir économiques et politiques depuis 2002 sous le gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (AKP). Il s'agit d'une nouvelle bourgeoisie qui s'impose sur le marché par ses entreprises florissantes et dans l'espace public par ses orientations politiques, ses références morales et ses goûts esthétiques. C'est une nouvelle bourgeoisie islamique car ses positionnements se distinguent par la réaffirmation de l'attachement à l'islam dans l'espace public.

Au cœur de ce phénomène social se trouve l'Association des Industriels et d'Hommes d'Affaires Indépendants (MÜSiAD). Cette association patronale est fondée en 1990 à Istanbul par une élite économique en lien fort avec la mouvance islamique. Elle rassemble aujourd'hui plus de 2700 chefs d'entreprises, le plus souvent de P.M.E., qui interviennent dans tous les secteurs économiques, qui produisent 15% du revenu national et emploient plus de 1 200 000 personnes. Elles sont fortement intégrées dans le système économique international grâce aux échanges commerciaux avec l'Europe, l'Asie centrale, le Moyen Orient et le Maghreb. Ce sont les nouvelles élites économiques du pays, elles intègrent progressivement les élites dirigeantes du pays et manifestent leur aptitude à mener le changement social en Turquie en faveur des intérêts et des idéaux de la nouvelle bourgeoisie islamique.

Petite sociohistoire de la bourgeoisie islamique de Turquie

L'origine de la formation sociopolitique et morale de la bourgeoisie islamique contemporaine en Turquie remonte à la mobilisation collective par les contre-élites islamistes dans les années 1980 pour faire avancer leurs intérêts et promouvoir un changement social en valorisant leur rapport revendicatif à l'islam qui formait leur particularité vis-à-vis des élites laïques de Turquie. La

contraction des espaces de politisation produite par le coup d'Etat du 12 septembre 1980, l'ouverture économique introduite pour remplacer la politique d'industrialisation de substitution des importations et la rentabilité de la gouvernance clientéliste de T. Özal, ont formé les changements majeurs de l'époque. L'intégration des entreprises turques dans le marché mondial, la décentralisation industrielle en Anatolie et l'avènement du système de production flexible ont généré une dynamisation importante dans le secteur des P.M.E. : ainsi s'est créé un nouveau groupe d'entreprises, les « tigres anatoliens ». Situés dans les provinces anatoliennes, ils témoignaient d'un dynamisme exceptionnel, d'une grande flexibilité d'organisation et d'esprit, d'un grand intérêt pour la modernisation et pour l'adoption des nouvelles technologies.

Ces événements ont donc modifié les enjeux économiques et culturels par rapport auxquels ces contre-élites islamistes se positionnaient. Cette contre-élite islamiste d'Istanbul s'est ainsi positionnée au nom de ces nouvelles entreprises émergentes et non représentées dans un conflit patronal mais aussi culturel avec la grande bourgeoisie représentée par le TÜSiAD. Le MÜSiAD a ainsi été fondé en tant que le porte-parole des intérêts des P.M.E. contre les grandes entreprises et l'association a été présentée comme une communauté éthique qui avait pour ambition de préserver la culture anatolienne – caractérisée par le conservatisme culturel et des sensibilités islamiques, traits considérés comme l'essence de la culture turque – contre l'occidentalisation de l'élite laïque. La contra-distinction économique et éthico-culturelle avec le TÜSiAD s'est avérée fortement efficace pour l'intégration du groupe. Elle a assuré la cohésion de cette communauté patronale et a donné à ces entrepreneurs

* Docteur en science politique. Ce texte est tiré de la thèse intitulée « La formation de la bourgeoisie islamique en Turquie : le cas du MÜSiAD » soutenue le 8 mars 2011 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et en cours de publication chez PUF, 2012. dilek.yankaya@sciences-po.org.

autonomes la conscience d'une nouvelle identité collective constituée par la superposition de la situation de P.M.E., de la culture anatolienne et de la piété islamique.

L'élargissement du groupe s'est poursuivi en 1990 grâce à l'inauguration de branches locales dans les provinces anatoliennes et de bureaux de représentation dans les pays étrangers. Les élites fondatrices ont perpétué leur mobilisation collective en réajustant leur présentation et leur positionnement face aux changements du contexte économique et politique et à l'évolution de leurs intérêts. En ce qui concerne les rapports avec le politique, le MÜSİAD a adopté une stratégie évolutive en se montrant disponible pour diverses coalitions avec différents acteurs politiques. Son alliance entre 1990 et 1994 avec T. Özal, Président de la République à l'époque, s'est avérée économiquement rentable et politiquement efficace parce qu'elle a contribué à présenter cette nouvelle bourgeoisie comme un acteur économique important et l'association comme un acteur patronal légitime.

Bien que son alliance avec le 'Refah Partisi' (Parti de la Providence) de Necmettin Erbakan, leader emblématique de l'islam politique en Turquie, soit apparue entre 1994 et 1996 comme une opportunité rentable, elle est ensuite allée à l'encontre de ses intérêts. Cette alliance explicite avec «le» représentant de l'islam politique s'est avérée politiquement préjudiciable pour l'Association et a causé, lors de l'intervention militaire laïciste du 27 février 1997, la stigmatisation de cette bourgeoisie présentée comme le financeur de l'activité réactionnaire islamiste. Le MÜSİAD a donc reconsidéré son image et ses alliances politiques. Il s'est débarrassé des représentations politisées de l'islam qui avaient fait polémique, notamment son alliance ouverte avec les partis issus du mouvement de Milli Görüş et il a publiquement critiqué l'instrumentalisation de l'islam dans le marché. L'Association a reconsidéré son identité institutionnelle et a modifié son rapport à l'islam pour apparaître comme une source d'inspiration morale. Ainsi, l'adaptation à un environnement politique contraint a été la première étape d'autonomisation vis-à-vis de l'islam politique dans le processus d'émancipation de la bourgeoisie islamique en tant que groupe d'intérêt et de celui du MÜSİAD en tant que représentation patronale de cette bourgeoisie.

Ce processus a été marqué par le deuxième grand changement du contexte en Turquie, la déclaration officielle de la candidature de la Turquie à l'UE en 1999. Le processus d'adhésion à l'UE a déterminé l'orientation du renouveau identitaire de l'association en faveur d'une

européanisation pluridimensionnelle. L'adhésion, ayant ouvert de nouvelles opportunités aux acteurs de la société civile grâce à ses promesses de démocratisation et de retrait des militaires des mécanismes de décisions politiques, a convaincu la bourgeoisie islamique qu'elle pouvait tirer des profits de l'européanisation politique. De plus, les opportunités financières proposées par le statut de pays candidat et l'intégration progressive des entrepreneurs dans le marché européen ont engendré une européanisation économique considérable dans ce groupe d'intérêt.¹ L'Europe est devenue la référence en matière d'ambitions commerciales, de modernisation économique et de professionnalisation de l'esprit du travail.

Cette européanisation sociétale a eu des implications non prévues sur le rapport de cette bourgeoisie à l'islam. Celui-ci s'est d'abord politiquement neutralisé et s'est ensuite réactivé en articulation avec le rapprochement avec l'Europe. Un euroscepticisme islamique s'est ainsi développé pour critiquer les pratiques considérées comme relevant d'une laïcité autoritaire en Turquie et celles considérées comme assimilationnistes et injustes par rapport aux communautés musulmanes d'Europe. Lorsqu'à partir de 2005, l'adhésion de la Turquie a été interprétée dans l'optique de l'Alliance des Civilisations, la bourgeoisie islamique a ainsi légitimé ses positionnements islamiques et a donc consolidé sa position dans l'espace public comme un groupe d'intérêt présentant des sensibilités islamiques. Ainsi, cette bourgeoisie et son association patronale ont créé leur propre manière de manifester leur particularité islamique en interaction avec l'européanisation, la modernité, la démocratie et le capitalisme.

Le troisième changement qui était à la fois un défi à la consolidation de cette bourgeoisie et un indicateur de sa réussite économique et de l'utilité du MÜSİAD est la crise économique de 2001. Cette crise, la plus importante depuis des décennies, a pourtant contribué à l'amélioration de l'image du MÜSİAD comme association patronale experte en prouvant la justesse de ses prévisions économiques. Elle a aussi contribué à la consolidation du groupe d'intérêt en renforçant la conscience collective de cette bourgeoisie lorsque l'affiliation à l'association s'est avérée rentable grâce à ses conseils qui ont permis aux membres de survivre à la crise avec peu de dommages. Le renforcement de son image professionnelle et de son efficacité a conduit les instances économiques turques ou internationales, notamment le TÜSİAD,

¹ «The Europeanization of MÜSİAD: Political opportunism, Economic Europeanization, Islamic Euroscepticism», *European Journal of Turkish Studies*, No. 9, 2009.

le FMI ou les grandes entreprises multinationales, à reconnaître le MÜSIAD comme un interlocuteur important du champ patronal de Turquie et la bourgeoisie islamique en tant qu'acteur conséquent de la communauté économique. Cette reconnaissance internationale a permis à cette bourgeoisie de développer une confiance en soi et une aptitude à gouverner.

Le MÜSIAD rassemble des entreprises ayant une maturité caractérisée par une certaine taille, une stabilité organisationnelle, une ampleur commerciale et une bonne position sur le marché. La cohésion du groupe est donc assurée d'abord par l'identité des situations économiques des entrepreneurs. La présentation économique du groupe a également une dimension morale parce que ces P.M.E sont valorisées en raison de leur contribution au développement économique national et à la cohésion sociale en créant de l'emploi, de l'activité et de la richesse et en accroissant l'industrie et le progrès technologique dans le pays. La conscience collective est renforcée grâce à la présentation morale de l'association et du groupe social qu'elle représente. Cette présentation morale avait deux volets : économique et éthique.

L'entreprise au croisement de la rationalité et de l'islam

La présentation morale de ce groupe patronal est basée sur des valeurs et des principes composant l'esprit de cette bourgeoisie en ascension. Ce sont principalement les vertus du travail opiniâtre – autonome et responsable –, du respect de la famille et de la piété islamique. Les motifs d'adhésion varient entre la convergence identitaire, l'affinité d'opinions et de valeurs en lien avec le capital islamique idéologique d'un côté et les raisons professionnelles comme l'ambition de développer l'entreprise et le souhait de se faire un réseau rentable, de l'autre. Néanmoins, la personnalité et la conduite professionnelle de l'entrepreneur sont les principaux critères d'évaluation avant l'adhésion.

La subjectivité morale de ces entrepreneurs se transforme en un élitisme moralisant à travers les critères normatifs de la procédure d'adhésion. Celle-ci participe à la cohésion morale du groupe, facilite la diffusion de son image dans l'espace public comme celle d'une communauté d'entrepreneurs « corrects en commerce » et donc contribue à la reproduction morale de la bourgeoisie islamique. L'éthique du commerce est considérée comme l'indicateur de la dignité de l'homme par cette communauté patronale. Elle désigne l'ensemble des qualités d'un « bon » entrepreneur et apparaît

comme « la » particularité par laquelle cette bourgeoisie se distingue dans la communauté économique turque et surtout par rapport à la grande bourgeoisie du TÜSIAD. Cette évaluation morale se fonde sur des critères séculiers et islamiques.

La valorisation des qualités comme l'ouverture d'esprit, la capacité d'innovation, la capacité d'adaptation à la modernisation technologique, l'ambition de progrès et le souhait d'exporter forme l'aspect séculier de cette éthique et témoigne de la forte influence du capitalisme moderne sur la construction théorique du « bon » entrepreneur. Ce dernier est également supposé avoir une entreprise qui fonctionne correctement, respecter ses contrats, tenir à la qualité de ses services et produits, être fidèle à ses promesses. La valorisation du respect social et de la bonne image de marque montre par ailleurs l'importance attribuée à la conduite de l'homme d'affaires dans la définition morale du « bon » entrepreneur.

L'aspect islamique de cette évaluation est lié au fait que les entrepreneurs se présentent comme pieux. La morale islamique est définie comme facteur de comportement éthique de l'entrepreneur par ses valeurs d'honnêteté et de respect des droits des autres. Ainsi, leur description de la piété se fait en termes de respect des valeurs, des traditions, des coutumes et des mœurs nationales qui sont interprétées comme profondément investies par la piété islamique et l'amour de la patrie. Cette piété n'est pas définie en termes de pratique (la prière, le refus de l'alcool ou de l'usure), excepté par quelques entrepreneurs manifestant un attachement doctrinal à l'islam. La présentation morale de la bourgeoisie islamique ne relève pas d'une adhésion idéologique ou utopique à un modèle universel d'entrepreneur islamique. Elle s'inspire plutôt de la réinvention de la culture anatolienne en soulignant de supposées « sensibilités islamiques ». Cette définition éthique se réfère aux prétendues vertus du conservatisme anatolien et de sa piété islamique érigés en nouvelle « haute culture » du pays dont les élites du MÜSIAD se revendiquent comme les porteurs.

La présentation morale du groupe se met en œuvre dans les discours et les pratiques des entrepreneurs. Les entrepreneurs travaillent avec acharnement pour développer leurs affaires, moderniser leur entreprise, suivre l'évolution des nouvelles technologies et des nouvelles opportunités sur le marché international, et surtout le marché européen. Leur cheminement professionnel témoigne de leur capacité d'initiative et d'adaptation aux nouveautés, de leur flexibilité et de leur ouverture d'esprit. Leurs décisions professionnelles, leurs activités économiques et

leurs manières de les interpréter manifestent leur forte imprégnation de la rationalité instrumentale. Le profit et la pérennité de leur entreprise sont leurs objectifs principaux et la compétitivité est leur stratégie. Si la valeur du patriotisme économique se manifeste sous forme d'éthique d'entreprise sans influence concrète sur l'activité entrepreneuriale, la volonté de participer au dynamisme du marché, le souhait d'exporter et de préserver une bonne image de marque sont des visées qui façonnent leurs activités. Ce sont également des valeurs en soi qui les motivent.

Il s'agit souvent d'entreprises familiales. La famille, une valeur pour la bourgeoisie islamique, est aussi une source économique et humaine au service du développement de l'entreprise. Elle intervient fortement dans l'organisation spatiale et temporelle du quotidien professionnel de ces patrons. Le brouillage des frontières entre le privé et le professionnel est la caractéristique des P.M.E.. Il se met en œuvre par ailleurs par la réincorporation de la piété islamique dans les décisions et les activités économiques. Le respect de la religion et des traditions islamiques inspire une éthique d'entreprise et une conduite professionnelle en donnant des points de repères à l'entrepreneur. La piété s'incorpore dans l'agir économique grâce à une interrogation morale visant à évaluer les options d'actions selon le respect de la légitimité islamique. La distinction entre le permis (halal) et l'interdit (haram) pose les frontières entre ce qui est moralement légitime et ce qui pourrait être économiquement envisageable selon la rationalité capitaliste. Le respect de l'éthique islamique inspire à l'entrepreneur une éthique de profession. Il l'oriente dans ses choix de secteurs d'activités : il n'investit pas dans le commerce islamiquement illicite, comme le commerce d'alcool, il ne s'engage pas dans une production islamiquement préjudiciable. Le respect des valeurs traditionnelles – islamiques et nationales – est un critère de recrutement des salariés s'ajoutant aux critères objectifs d'évaluation. La piété islamique régit aussi l'organisation temporelle et spatiale de l'entreprise : ce sont le respect des prières, le voile et le principe de « modestie » qui conditionnent la présence féminine et les objets islamiquement investis pour décorer. L'irruption récurrente et quotidienne de la piété islamique dans l'entreprise contribue à la mise en scène de la bourgeoisie islamique.

L'islam agit sur l'activité économique, certes. Mais il ne s'y impose ni totalement ni obligatoirement. Le cas des entrepreneurs qui sont pieux dans la vie privée mais qui n'ont aucune activité ou ne tiennent aucun discours islamiquement significatifs démontre que l'articulation de la piété dans la vie des affaires est un choix individuel qui dépend

des intérêts de l'entrepreneur et de sa perception du monde des affaires. Ainsi, les partenariats commerciaux restent des rapports islamiquement neutres. Les entrepreneurs cherchent non pas les signes de la piété islamique mais le respect de l'éthique du travail chez le partenaire quelle que soit sa source d'inspiration : les juifs, les Européens et les Arméniens sont préférés comme partenaires en raison de leur éthique du travail. La piété islamique n'impose pas une préférence en faveur des partenaires musulmans ou des marchés des pays musulmans. La convergence d'intérêts et le respect des règles du jeu et du contrat déterminent la construction des rapports professionnels. Révélée aussi par la nature du recours de la bourgeoisie islamique à la finance, la pratique économique respecte d'abord la rationalité instrumentale et elle est ensuite réajustée selon la piété islamique, telle qu'elle est vécue et interprétée par l'entrepreneur. L'interpénétration de la rationalité instrumentale et de la piété islamique donne naissance aux « sélectivités islamiques » dans la gestion des intérêts économiques. Ces sélectivités sont parfaitement compatibles avec les exigences du marché. Elles se manifestent selon les possibilités du marché et en fonction des intérêts matériels de l'entrepreneur. Image de marque de la subjectivité de l'entrepreneur pieux dans la société capitaliste, les sélectivités islamiques constituent le signe de distinction de cette bourgeoisie.

L'adhésion à la définition morale du groupe et à la présentation éthique de sa pratique manifeste la convergence de l'esprit de cette bourgeoisie. Cette convergence, accompagnée de celle des intérêts matériels, génère un sentiment d'appartenance à ce groupe social, un partage de convivialité, une confiance. Cet attachement émotionnel et rationnel régénère la conscience collective. En encourageant les entrepreneurs à coopérer entre eux et à s'engager dans la vie associative du MÜSIAD, il assure le bon fonctionnement de l'association. C'est une dynamique circulaire de consolidation de la conscience collective, de reproduction sociale et du développement de la capacité d'action collective.

La représentation morale de soi, la conscience collective et le sentiment d'appartenance, la volonté de coopération et la capacité d'action collective qui s'ensuivent ont ensuite permis à la bourgeoisie islamique de mettre en œuvre son aptitude à gouverner aux noms des intérêts, des valeurs et des idéaux communs. L'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, elle-même indicatrice de l'enracinement de la bourgeoisie islamique, a produit des conditions favorables à la stabilisation de la puissance et au renforcement de la prééminence de la nouvelle bourgeoisie islamique.

De plus, l'organisation étendue et dynamique du MÜSİAD génère d'importantes ressources mobilisables pour la participation de cette nouvelle bourgeoisie à la vie publique et son intégration dans les structures de pouvoir. Le développement des affaires étant le motif d'adhésion principal, l'organisation sert d'abord à créer un marché accessible, fiable et rentable. Le capital « amical » qu'il crée conduit à une importante accumulation du capital économique. Outre le renforcement économique, l'engagement actif dans la vie associative du MÜSİAD procure aux entrepreneurs, surtout aux élites de l'association qui se démarquent par un niveau de participation élevé à l'organisation du MÜSİAD, des connaissances professionnelles, des compétences personnelles et des capacités d'organisation et de gestion. Ce capital humain professionnel les prédispose à occuper des positions de responsabilités grâce aux divers engagements administratifs, civiques ou politiques. Ces engagements individuels et les échanges réguliers du MÜSİAD avec les institutions publiques créent par ailleurs des liaisons avec les notables des provinces et avec les élites du pays. Le capital social des élites leur donne, outre l'opportunité de régler aisément leurs affaires avec les autorités concernées, l'accès aux mécanismes de prise de décision et de l'influence auprès des élites dirigeantes.

La bourgeoisie islamique au volant du changement social en Turquie

Le MÜSİAD représente la nouvelle bourgeoisie islamique dans le champ patronal, défend ses intérêts économiques, l'institutionnalise et la reproduit dans l'espace social. C'est le nouvel acteur dominant du champ bourgeois en Turquie. Sa présence s'exprime par la restructuration de l'espace public grâce à la multiplication des organisations politiques, civiles et économiques islamiques, par la prise de positions d'élites par ces bourgeois dans leur province, par l'intégration systématique de ces nouvelles élites islamiques dans les structures du pouvoir économique, administratif et politique et par la reconfiguration socioculturelle du projet de modernisation de la société turque grâce à la proposition d'une nouvelle conduite de vie inspirée de l'islam.

Le 6 août 2005, la Chambre d'Industrie d'Istanbul a publié un rapport concernant les plus grandes entreprises industrielles de Turquie en 2004. Le journal de tendance islamo-libéral le plus lu dans la communauté du MÜSİAD, *Yeni Şafak*, a souligné l'augmentation du nombre des entreprises affiliées

au MÜSİAD en mesure de figurer sur la liste des plus grandes entreprises. Ce nombre a doublé de 2003 à 2004 passant de quatre à huit.² L'introduction de membres du MÜSİAD dans les rangs des 500 plus grandes entreprises industrielles du pays est la preuve de l'enrichissement économique de ces entrepreneurs, de la modernisation et de la professionnalisation de ces entreprises industrielles.

Le 14 septembre 2009, le dirigeant du parti kurde, le Parti de la Turquie Démocratique (DTP – Demokratik Türkiye Partisi), M. Ahmet Türk a rendu visite, avec une délégation de son parti, au MÜSİAD pour discuter des politiques d'ouverture démocratique en faveur de la reconnaissance des demandes identitaires des Kurdes de Turquie.³ A. Türk a demandé le soutien du MÜSİAD pour la démocratisation en faveur de la minorité kurde. Cette démarche est un indicateur de la reconnaissance de l'association en tant qu'acteur important de la vie publique et de son pouvoir en tant que groupe de pression.

Le 16 octobre 2008, Mme Serpil Yılmaz, journaliste spécialiste de la communauté patronale turque, a qualifié M. Ali Bayramoğlu, un des fondateurs du MÜSİAD et son deuxième président, de « député sans frontière ».⁴ A. Bayramoğlu exerce son deuxième mandat depuis les élections de 2002 en tant que député de l'AKP à Rize, sa ville natale. De 2003 à 2008, il a présidé le Directeurat du conseil d'affaires Turquie – Arabie Saoudite établi en 2003 dans le cadre du Conseil des Relations Economiques Extérieures. Il présidait aussi le Conseil National du Thé. De plus, le 14 octobre 2008, il a été élu président du Conseil des affaires pour les pays du Golfe, rattaché au DEİK. A. Bayramoğlu, par ses responsabilités diverses dans l'élite dirigeante, incarne la pluralité des engagements publics – patronal et politique – que peuvent prendre les élites du MÜSİAD. Ce phénomène est représentatif du capital social créé et consolidé par l'organisation et de l'articulation de ses élites avec les structures de la gouvernance du pays.

Le 2 février 2009, le quotidien *Vatan* a titré sur les résultats des élections de la Chambre de Commerce d'Istanbul (ITO) : « l'ITO est devenu le MÜSİAD ! »⁵. Murat Yalçıntaş est sorti victorieux de ces élections, surnommées la « bataille de l'AKP », contre un autre candidat du MÜSİAD, Ibrahim Çağlar, qui se présentait sur une liste avec sept

2 *Yeni Şafak*, 7 août 2005.

3 *Anadolu Ajansı*, 14 septembre 2009.

4 Yılmaz, Serpil, « İşadamı mısınız ? Milletvekili mi ? » [Êtes-vous homme d'affaires ? Ou député ?], *Milliyet*, 16 octobre 2008.

5 *Vatan*, 2 février 2009.

membres de l'association. Lorsque M. Yalçıntaş a assuré la présidence de l'ITO pour la deuxième fois, I. Çağlar a été élu à la présidence de l'assemblée de l'ITO. Ce résultat a été interprété comme « la victoire du MÜSİAD qui s'efforçait de dominer l'ITO depuis longtemps ». L'association grâce au soutien et à la capacité de mobilisation massive de sa branche d'Istanbul, a fini par s'imposer dans les hauts échelons de l'administration patronale de la capitale économique du pays. Elle a obtenu la majorité absolue dans l'administration de l'ITO avec la quasi-totalité du conseil d'administration, soit neuf membres sur dix, et une forte présence dans les comités professionnels. Quatre membres sur six du comité de discipline de l'ITO sont aussi des adhérents et ils sont nombreux (onze membres sur trente) parmi les délégués de l'ITO au Conseil général de l'Union des Bourses et des Chambres de Turquie (TOBB).⁶ Avec le changement de direction dans l'ITO, de nouvelles entreprises, dont la majorité sont des P.M.E., ont supplanté les positions hégémoniques de grandes holdings. C'est cette bourgeoisie qui commence à avoir la parole sur la régulation de la communauté économique et l'évolution économique du pays. C'est en ce sens que l'expression « en Turquie, le capital a changé de main » est justifiée. Ces résultats doivent être interprétés comme le signe de la consolidation du pouvoir de la nouvelle bourgeoisie islamique et comme l'institutionnalisation de sa victoire sur la grande bourgeoisie laïque et la fin du monopole absolu de cette dernière dans l'histoire économique de la République.

Le 13 mai 2010, les titres à la une de la presse étaient « La rencontre historique »⁷, « La première visite depuis 20 ans »⁸. Il s'agissait de la première rencontre – publique et officielle –, le 12 mai 2010, du président du MÜSİAD, Ö. C. Vardan avec la présidente du TÜSİAD, Mme Ümit Boyner à l'invitation de cette dernière.⁹ Lors du communiqué de presse, les deux présidents ont déclaré avoir échangé sur la crise économique et ses effets problématiques sur l'économie de la Turquie dans l'objectif de trouver des solutions en collaboration. L'invitation du MÜSİAD par le TÜSİAD pour un échange et une consultation illustre un changement radical de ce dernier qui considère donc le MÜSİAD pour la première fois comme un interlocuteur et un partenaire potentiel. Elle atteste de plus que le MÜSİAD s'est consolidé comme une association patronale qui a qualité pour donner avis sur les questions économiques.

Ces événements prouvent un changement de statut du MÜSİAD dans l'espace public en ce qui concerne les affaires économiques et les questions politiques. Grâce à l'alliance naturelle avec l'AKP depuis le début 2002, l'association est devenue plus active et sa présence médiatique a clairement progressé dans la presse locale aussi bien que dans les médias nationaux. Le fort capital médiatique a assuré aux élites de l'association une reconnaissance en tant qu'hommes d'affaires importants et à l'association celle d'un groupe de statut influent. L'apparition des élites du MÜSİAD comme de nouvelles élites locales est suivie par la multiplication de leurs engagements dans des associations sociales, dans les chambres de commerce et d'industrie et par leur engagement politique dans les organisations provinciales de l'AKP et dans l'Assemblée Nationale comme députés de l'AKP. La nouvelle bourgeoisie devient donc l'élite dirigeante du pays et elle manifeste ainsi sa capacité à participer à la création d'une nouvelle société en Turquie.

⁶ *İTO Haftalık Gazete*, 6 mars 2009.

⁷ *Haber7*, 12 mai 2010.

⁸ *Haberortak*, 13 mai 2010.

⁹ *Radikal*, 15 mai 2010.

Les enjeux pour les partis politiques aux élections législatives de 2011

Mine Alparslan et Başak Gürsoy*

Les dernières élections législatives en Turquie se sont déroulées le 12 juin 2011 après une période de campagne marquée par des affrontements remarquables entre les dirigeants des partis politiques. Les résultats des élections confirment la victoire du Parti de la Justice et du Développement (AKP) qui gouverne le pays seul depuis 2002. L'AKP a obtenu près de 50% des votes exprimés, soit un vote sur deux comme le souligne le président du parti Recep Tayyip Erdoğan. Ce résultat est loin d'être surprenant car les sondages publiés juste avant les élections positionnaient clairement l'AKP en tête, avec plus de 40% des intentions de vote.

Lors des élections de juillet 2007 les débats s'articulaient essentiellement autour de la question de la laïcité et de celle de la défense des valeurs républicaines kémalistes. En revanche, les élections de 2011 se sont déroulées autour de thèmes de campagne relevant de problématiques socioéconomiques comme la répartition des richesses, la lutte contre le chômage et la pauvreté, les grands projets d'infrastructure. Cela a été sans doute lié à la croissance économique forte que le pays a connu pendant la dernière décennie. Le gouvernement AKP avait privilégié la stabilité et le dynamisme économique qui ont permis de proposer un maximum de services au peuple surtout aux couches les plus défavorisées. Le parti a donc basé sa campagne sur son bilan gouvernemental positif et sur des projets d'infrastructures ambitieux (comme la construction d'un canal dédoublant le détroit du Bosphore), qui assoient l'aspiration de R. T. Erdoğan à devenir le Président de la République. R.T. Erdoğan a déclaré que la stabilité économique n'est possible qu'avec un gouvernement à un seul parti, les coalitions gouvernementales étant considérées comme défavorables pour la stabilité économique du pays. Il a donc invité les électeurs à privilégier les objectifs économiques.

Le Parti Républicain du Peuple (CHP), avec sa nouvelle direction sous la présidence de Kemal Kılıçdaroğlu depuis mai 2010, a adopté également cette orientation en engageant une opération de

séduction en direction des classes populaires. Le slogan de campagne du CHP est révélateur : « Pour tout le monde » (Herkes için). Alors qu'en 2007, le CHP avait axé sa campagne sur la défense de la laïcité, la nouvelle direction en 2011 a mis en avant la dimension sociale de son programme qui a proposé d'introduire une « assurance famille » pour les familles les plus défavorisées. Cette assurance consistait à verser des allocations mensuelles pour garantir une sécurité sociale à ces familles et notamment à celles des ouvriers. Le CHP a ainsi proposé des mesures afin de réduire la pauvreté, le chômage et la corruption en essayant de renouer les relations avec les syndicats comme le DISK (Confédération des syndicats d'ouvriers révolutionnaires) dont le président, Süleyman Çelebi, a été candidat du CHP à Istanbul.

Cet article a pour objectif d'étudier les enjeux que ces élections présentent principalement pour deux partis politiques, le CHP et l'AKP en rapport avec leurs dynamiques internes. Ensuite, l'effet des résultats des élections sur les organisations de ces partis sera observé.

Enjeux, point forts et faiblesses

Les thèmes de la campagne électorale correspondaient à des enjeux importants pour les partis en compétition. Pour l'AKP, l'objectif majeur était celui fixé par R. T. Erdoğan : obtenir 50% des voix. Le parti ne doutait guère de ce résultat grâce à sa forte structure organisationnelle locale et nationale, à sa capacité de mobilisation électorale et au vu des sondages favorables. L'enjeu majeur étant d'obtenir la majorité absolue des sièges à la Grande Assemblée Nationale de

* H. Mine ALPARSLAN, Université Paris I Panthéon-Sorbonne : « Les modes de gouvernement des partis politiques en Turquie: l'exemple de l'AKP et du CHP.

Basak GÜRSOY, Université Paris I Panthéon-Sorbonne : «Les milieux kémalistes et la construction européenne : entre syncrétismes et réinterprétations.»

Turquie (TBMM), c'est à dire plus du deux tiers des sièges, ce qui permettrait à l'AKP de modifier seul la Constitution¹.

Pour le CHP, les élections constituaient un vrai défi organisationnel et identitaire. Du point de vue de la capacité d'organisation, le CHP était faible au niveau local. La direction nationale du parti semblait être loin de proposer des politiques adaptées aux particularités régionales du pays. Or, les pratiques partisans ne sont pas interprétées et diffusées de la même façon dans les différentes entités locales d'un parti² : être membre ou partisan du CHP à Izmir n'a pas la même signification qu'à Adana ou à Erzurum. En revanche, le parti a opté pour « faire exister et légitimer des pratiques et des revendications d'identité qui ne correspondaient pas à la complexité de la réalité. »³

Le CHP venait de changer de présidence et l'enjeu majeur pour le parti était de prouver la légitimité de son nouveau président, Kemal Kılıçdaroğlu, et sa stratégie visait à créer un « nouveau CHP » (Yeni CHP) en réorientant l'identité du parti vers celle d'un parti social-démocrate. Les échecs électoraux depuis plus d'une décennie, l'inefficacité et l'impopularité de son ancien chef D. Baykal auprès de l'électorat de centre-gauche ont profondément marqué le CHP. Dans le but de mettre fin à cette période tourmentée, le parti a marqué sa campagne d'un vocabulaire social-démocrate : ont été alors utilisées les notions de droits sociaux, de justice sociale, de droits des travailleurs et des retraités, de chômage. Cette réorientation était sans doute inspirée du discours de partis sociaux-démocrates, le SHP (Parti Social-démocrate du Peuple) et le CHP des années 1970.⁴

Dans cette optique, au lendemain du 15ème Congrès, le CHP a constitué une nouvelle Assemblée du parti au sein de laquelle se trouvaient des figures emblématiques de la social-

1 Tout amendement constitutionnel exige le vote favorable de deux tiers des députés de la TBMM, ce qui correspond à 367 députés.

2 Frédéric SAWICKI, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

3 Ibid., p. 45.

4 Le 33ème congrès du CHP a été marqué par la présence de plusieurs hommes politiques connus qui ont eu des fonctions au sein des partis sociaux démocrates - SODEP, SHP, DSP ou CHP - mais qui avaient rompu en quelque sorte les liens avec le parti, notamment avec la direction de Baykal. Parmi ces personnages se trouvaient Murat Karayalçın, Altan Öymen, Süleyman Çelebi, Hasan Fehmi Güneş, Yakup Kepenek, Nurettin Sözen, Bedri Baykam. A part ces personnalités politiques, le leader emblématique de la gauche démocrate, Bülent Ecevit, était symboliquement présent lors du congrès. Une des figures importantes du DSP, la femme du défunt B. Ecevit, Raşan Ecevit était aux premiers rangs du congrès, aux cotés de K. Kılıçdaroğlu montrant ainsi explicitement son soutien à ce dernier. K. Kılıçdaroğlu a même fait une apparition avec la casquette traditionnelle de B. Ecevit.

démocratie turque, Ercan Karakaş et Hikmet Çetin. Néanmoins, au moment la désignation des candidats, le CHP n'a pas retenu ces personnalités qui s'identifiaient plus avec les années de gloire du SHP au profit d'autres candidats représentant la tendance nationaliste-kémaliste (ulusalçı) comme Mehmet Haberal et Sinan Aygün qui ont été inculpés durant le procès Ergenekon⁵. Le CHP se trouvait donc dans un dilemme identitaire. Il faisait appel aux différents repères idéologiques de ses composantes identitaires historiques (l'identité kémaliste, nationaliste, laïciste et sociale-démocrate) tout en essayant de (re)formuler une identité sociale-démocrate englobante. Cette ambivalence était donc susceptible de créer une ambiguïté de présentation vis-à-vis de l'électorat.

Cette ambiguïté identitaire était largement liée à l'instabilité organisationnelle que le parti connaissait depuis le changement de président lors du 33ème congrès du mai 2010. A part les réticences de quelques proches de l'ancien président D. Baykal, il y avait unanimité pour désigner K. Kılıçdaroğlu comme nouveau président (d'ailleurs c'était le candidat unique) et l'atmosphère du congrès était celle d'un « meeting électoral ». Le problème n'était plus le choix du leader mais la nouvelle forme que la direction nationale du parti allait prendre. Après l'élection du président, les dirigeants proches de D. Baykal ont été écartés de la direction du parti lors de l'élection de l'assemblée du parti. Seuls les proches du secrétaire-général du parti, Önder Sav ont gardé leur place dans la nouvelle direction car ils avaient explicitement soutenu la candidature de K. Kılıçdaroğlu avant le congrès.

Cette restructuration a entraîné une première vague de destitutions et de démissions au niveau des fédérations et des sections locales, notamment dans celles fortement liées à D. Baykal.⁶ Une deuxième vague est survenue, à une plus grande échelle, à la suite du congrès extraordinaire de décembre 2010 avec l'élimination cette fois-ci du secrétaire général Önder Sav et de son équipe de direction du parti. Cela a permis un important renouvellement des cadres dirigeants et organisationnelle au niveau du siège national. Cependant, une partie considérable des fédérations et des sections, notamment la base adhérente chargée de mener les activités partisans au niveau local, étaient constituées des mêmes équipes que sous la direction précédente. Ceci a

5 Ergenekon est une opération menée contre un réseau accusé d'organiser un coup d'état pour renverser le gouvernement de l'AKP composé de bureaucrates civils et militaires ainsi que d'universitaires, politiciens et journalistes.

6 Les organisations des villes Antalya, Ağrı, Adana et Izmir.

causé une certaine rupture entre le niveau central et le niveau local. Les administrations locales s'opposaient aux changements de direction en cours et voyaient leur position menacée dans la nouvelle configuration d'équilibres internes.

La confrontation est devenue prépondérante lors de la période de désignation des candidats à l'investiture. Plusieurs provinces se sentaient exclues du processus de prise de décision. Le centre avait cependant opté pour la méthode de « pré-élection », méthode qui permet aux organisations locales d'avoir une plus grande participation⁷ pour désigner les candidats dans vingt-neuf provinces contrairement aux élections précédentes dans lesquelles cette méthode avait été faiblement utilisée.⁸ Le mécontentement des organisations locales provenait du fait que le droit d'intervention était conféré au centre qui plaçait a posteriori ses candidats dans les listes issues des élections primaires locales. Certains candidats se sont donc vus relégués à un niveau inférieur de la liste, d'autres en étant tout simplement rayés⁹. Le mécontentement était plus fort dans les provinces où les candidats étaient désignés directement par le centre. Une telle tendance à la contestation des choix imposés par le centre lors du processus de désignation des candidats est souvent observable au sein des partis turcs.¹⁰ Cette tendance a toutefois été particulièrement manifeste au sein du CHP durant ces élections.

Concernant l'organisation interne, l'AKP a été certes plus confiant. Le parti avait déjà réalisé des ajustements au niveau de ses cadres dirigeants lors de son congrès national en octobre 2009. Certains membres de l'unité centrale de décision et de direction du parti ont été renouvelés en vue des élections législatives. Parallèlement à sa politique d'ouverture démocratique, R. T. Erdoğan et son équipe avaient choisi des personnalités des milieux kurdes et alévis en prenant en compte les particularités régionales surtout à l'est et au sud-est¹¹. R. T. Erdoğan cherchait ainsi à montrer que

le parti prêtait une forte attention aux différentes composantes de la société en leur proposant d'abord une représentation dans l'organisation de l'AKP. De la même manière, le parti a mené une « campagne sur le terrain » en proposant des solutions adaptées aux provinces. En l'occurrence, les travaux électoraux de l'AKP étaient marqués par une présence éminente de la localité grâce à la mobilisation des fédérations et des sections et aux activités des branches de femmes et de jeunesse.

Le choix des candidats constituait également un enjeu essentiel à l'intérieur de l'AKP. Au gouvernement depuis près de neuf ans, le parti offrait des ressources matérielles et symboliques importantes à ses élus. La compétition en vue d'obtenir une place dans les premiers rangs des listes de candidature était intense : il y avait près de six mille candidatures présentées.¹² La désignation des candidats s'est effectuée selon une procédure devenue presque habituelle pour le parti. D'abord, le centre a recouru à la consultation des organisations locales correspondant à chaque circonscription électorale. Les organisations locales ont voté pour les candidats qu'ils voulaient voir à la tête de leur liste. Puis, les candidatures ont été évaluées par des sous-commissions et des commissions composées des dirigeants du parti, de parlementaires et de certains présidents de fédérations.¹³ Le leader du parti, R.T. Erdoğan en collaboration avec les vice-présidents membres du Conseil exécutif central a désigné les candidats. Le poids des choix des organisations locales est néanmoins resté réduit¹⁴, la décision finale concernant les candidatures continuant d'appartenir au président du parti et aux cadres dirigeants.

L'autre aspect important du processus de sélection des candidats a été le choix du placement dans les listes de provinces considérées comme « difficiles » pour le parti, de ministres qui ont participé au gouvernement de l'AKP et qui ont été reconnus pour

7 Dans la méthode d'élection primaire, les candidats sont désignés par vote de tous les adhérents de la circonscription en question, sous contrôle judiciaire de l'appareil étatique. Les responsables envoyés par le Haut Comité des élections (Yüksek Seçim Kurulu, YSK) surveillent le bon fonctionnement des élections, conformément à la loi.

8 Le CHP avait organisé l'élection primaire dans six provinces lors des élections de 2007 et dans douze provinces en 2003.

9 Dans la plupart des cas, les candidats qui ne sont pas contents de leur position renoncent à leur candidature, surtout s'ils sont convaincus que leur rang sur la liste ne permettra probablement pas leur élection.

10 Par exemple, Zülfükar İzol, un ancien dirigeant de l'AKP, dont la candidature à l'investiture à Şanlıurfa n'a pas été retenue, a quitté son parti et s'est présenté en tant que candidat indépendant à cette province.

11 Parmi ces personnalités se trouvent notamment Mazhar Bağlı, uni-

versitaire d'origine kurde, sociologue à l'Université de Dicle et Reha Çamuroğlu, écrivain alevi, député d'Istanbul.

12 *Sabah*, le 15 mars 2011.

13 Pour plus de détails sur la pratique de la méthode de « consultations des organisations locales » (teşkilat yoklaması) voir H. Mine ALPARSLAN, « Les structures du pouvoir interne au sommet des partis : L'exemple de la désignation des candidats aux élections législatives au sein de l'AKP et du CHP », dans Uğur KAYA, *Dynamiques contemporaines en Turquie ? Ruptures, continuités ?*, L'Harmattan, Paris, 2010, pp. 107-124.

14 Entretien avec un dirigeant de la section de Kadıköy, le 25 mai 2010. Dans la province de Balıkesir, le candidat qui arrive en tête lors de la consultation des organisations n'est placé qu'au 5ème rang de la liste, et il n'a finalement pas été élu puisque l'AKP ne remporte quatre sièges dans cette province. A Erzurum, la personne en tête de liste n'a même pas été retenue.



avoir bien assumé leurs responsabilités.¹⁵ Cette stratégie constitue un dispositif inédit montrant bien comment un parti au gouvernement utilise dans la compétition électorale des ressources étatiques fournies par cette position.¹⁶

Quelles perspectives après les élections ?

Les élections ont été un triomphe pour l'AKP qui a obtenu 49,83% des voix en remportant 327 sièges sur 550 au Parlement. Ce chiffre ne suffira pourtant pas au parti pour changer seul la Constitution. Le CHP a obtenu 25,98% des voix qui correspondent à 135 sièges à la TBMM. A cet égard, le fameux « discours du balcon » de R. T. Erdoğan, quelques heures après l'annonce des premiers résultats, était assez révélateur. Le leader de l'AKP a envoyé un message d'unité en s'adressant à tous les citoyens et a ainsi ouvert le chemin à une possible coopération avec le principal parti d'opposition, le CHP, en vue de modifier la Constitution.

Cette trêve a été néanmoins interrompue par le boycott de la cérémonie de prestation de serment au Parlement par l'opposition. Les députés élus du CHP ont refusé de prêter serment à la TBMM afin de montrer leur solidarité avec deux élus de leur parti, Mustafa Balbay et Mehmet Haberal placés en détention provisoire bien avant leur candidature, accusés d'appartenir au réseau Ergenekon. La demande de libération de ces deux derniers avait été rejetée par la 13ème Haute cour pénale d'Istanbul. Ce boycott a pris de l'ampleur quand les élus du Parti de la Paix et de la Démocratie (BDP) ont décidé de s'y joindre après l'annulation de l'élection d'un élu kurde Hatip Dicle par le Haut Comité des élections. La condamnation de ce dernier à 20 mois de prison avait été confirmée juste avant les élections et son siège attribué à une candidate de l'AKP. Au lendemain des élections, la cérémonie de prestation de serment n'a ainsi eu lieu qu'en présence des députés de l'AKP et du Parti de l'Action Nationaliste (MHP). Ce blocage n'a été résolu que le 11 juillet lorsque le CHP a décidé de mettre fin à son boycott pour participer à l'activité législative. Cette décision est venue après l'approbation de la « déclaration commune » élaborée par l'AKP et le CHP à l'issue de négociations ayant duré plusieurs jours. Les

élus du BDP, eux, ont persisté dans leur boycott jusqu'à la fermeture annuelle de la TBMM. Cette question ne s'est terminée qu'à la reprise des activités législatives début octobre 2011.

Les résultats du CHP ont eu des conséquences sur l'organisation interne du parti. Ce dernier a augmenté ses voix de près de 5% par rapport aux élections législatives précédentes de 2007, ce qui a été considéré comme un succès modeste, comme l'a déclaré le président du parti lors de son élection. Néanmoins, ce succès a été loin de satisfaire les attentes des acteurs du parti et celles de son électorat qui étaient plus grandes que jamais. Ces résultats ont alors entraîné la mobilisation de l'opposition à l'intérieur du parti et ont suscité de nouvelles luttes internes. Deniz Baykal et ses proches, écartés par la nouvelle direction, ont sévèrement critiqué les résultats obtenus sous la direction de K. Kılıçdaroğlu en prétendant que le CHP s'était éloigné de sa ligne politique et que cette situation avait causé une perte de confiance chez les électeurs habituels¹⁷. Le parti avait donné les signes d'un changement important sur le plan organisationnel et sur le plan idéologique mais sa base électorale et militante restait la même.

Le chef du parti, K. Kılıçdaroğlu a dû faire des changements dans l'équipe de direction. Le plus remarquable a sans doute été l'exclusion du vice-président responsable des organisations, Gürsel Tekin¹⁸, qui a été souvent critiqué par l'opposition intra-partisane. L'opposition interne, renforcée après les élections, continue à modifier les équilibres internes. D. Baykal et Ö. Sav se sont en quelque sorte réunis à nouveau afin de mobiliser les délégués pour convoquer un nouveau Congrès national lors duquel ils pourraient peser sur la recomposition de la nouvelle assemblée du parti et contrôler ainsi son appareil décisionnel.¹⁹ Bien que les tentatives de convocation d'un Congrès n'aient pas abouti, l'opposition interne a contraint la direction de K. Kılıçdaroğlu à faire certaines compromis pour réajuster les équilibres : d'où le changement de fonction de certains dirigeants. Cette manœuvre de la direction de Kılıçdaroğlu constituait en réalité un moyen de contourner les opposants. Un autre moyen a été la mise en

15 Ces provinces difficiles sont plutôt des villes balnéaires de la région de l'Égée et de la Méditerranée ainsi que certaines provinces de l'Anatolie du sud-est.

16 Angelo PANEBIANCO, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge University Press, 1988. Voir notamment la deuxième partie de cet ouvrage pour les ressources pouvant être mobilisées par les partis au gouvernement.

17 Voir l'extrait de l'entretien de F. Bila avec Deniz Baykal. Fikret BILA, « Baykal : Kemal Bey Kurultayı toplamalı », *Milliyet*, 16 juin 2011.

18 Gürsel Tekin, président de la fédération d'Istanbul, avait donc le contrôle d'un grand nombre des délégués de Congrès national du CHP. Cette position lui permettait de maîtriser une bonne partie de l'organisation du parti.

19 D'après les statuts du CHP, pour pouvoir convoquer un Congrès national du parti, il faut la signature de 650 délégués. Au lendemain des élections, il y a eu plusieurs initiatives pour recueillir les signatures mais le chiffre nécessaire n'a pas été atteint.

place des changements de statut. Le parti a ainsi élaboré de nouveaux statuts à travers la formation des commissions dans les organisations locales. En faisant des ajustements clés concernant les règles formelles du fonctionnement du parti (par exemple la substitution de la méthode de « liste bloquée » avec la méthode de « liste commune à vote préférentiel») ²⁰ la direction s'est donné la capacité de négocier avec les différentes composantes du parti et d'assurer ainsi une stabilité organisationnelle qui manquait depuis longtemps.

La question principale au sein de l'AKP était la redistribution des postes que ce soit au niveau gouvernemental ou à celui du parti. Toutefois, elle ne constituera pas un enjeu majeur. Le parti a une structure assurée par la forte influence unificatrice du centre et surtout par celle de son président. De plus, il a d'importantes ressources à offrir à ses membres. Grâce à une stabilité interne, l'AKP orientera désormais ses efforts afin d'arriver à un consensus avec d'autres partis pour engager l'élaboration d'un nouveau texte constitutionnel.

20 La méthode de « liste bloquée » permet au président de constituer sa propre liste de l'Assemblée du parti qui ne peut pas être modifiée. La méthode de « liste commune à vote préférentiel » permet à la modification de la liste du président en fonction des voix qu'obtiennent les candidats.

Revue de livre

Par Gavin Brockett

KAYA Uğur (sous la dir.), *Dynamiques contemporaines en Turquie. Ruptures, continuités* (EuroOrient, n° hors-série), l'Harmattan, 2010, 240 pages.

Extrait :

1 - This volume comprises twelve papers presented by French and Turkish scholars at a 2010 conference in Paris organised by l'Observatoire de Recherche Interdisciplinaire sur la Turquie Contemporaine and le Centre d'études et relations internationales. The conference focussed on the economic, social and political realities facing Turkey in the context of the multi-polar globalisation that followed the end of the Cold War.

2 - Papers at the conference were organised around two axes. The first concerned the diversity of actors in Turkey's internal affairs and the changing nature of public debate as a result of this diversity. In particular scholars were interested to explore the extent to which Turkey's move towards a closer relationship with the European Union was contributing to this diversity and dialogue. The second axis concerned Turkey's foreign affairs, especially the ruling Justice and Development Party's approach to the Middle East.

[...]

9 - All of the essays in this volume point to the fact that developments in Turkey cannot be understood in isolation from from the international contexts within which it must function. They also do a good job of recognizing that these developments are the product of historical processes of change – we cannot understand the present challenges and debates facing Turkey without reference to the past. Uğur Kaya has done a fine job organizing these thoughtful essays. In his own essay he captures these realities very nicely. He describes how Turkish foreign policy has changed over the decades, and he explores the various international factors that have influenced it. This enables him to argue that in fact Turkish foreign policy associated with the AKP was already well under way before 2002, the product of international realities beyond the control of any Turkish government. Most interestingly, he argues that Turkish foreign

policy today is closer to the ideals articulated by the original Kemalist elite between the two world wars.

10 - It is all too easy to interpret Turkish politics today according to the rhetoric employed by politicians and media in public debate. As this valuable collection of essays demonstrates, it is essential that we understand current developments in light of republican Turkish history, and that we look at the actual evidence before reaching conclusions. It is a reminder to both political scientists and historians that they must continue to work together in interpreting and explaining a country that is of profound importance not only to the Middle East but Europe and the rest of the world.

Pour l'intégralité du texte, référence électronique :

Gavin Brockett, « KAYA Uğur, *Dynamiques contemporaines en Turquie. Ruptures, continuités* (EuroOrient, n° hors-série), l'Harmattan, 2010, 240 p. », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], Lectures inédites, mis en ligne le 02 mars 2012, URL : <http://remmm.revues.org/7519>

Parutions

Altermondialistes en Turquie, Entre cosmopolitisme politique et ancrage militant

De Gülçin Erdi Lelandais
L'Harmattan, 2011, 380 pages.

Les milieux contestataires en Turquie, longtemps dominés par le militantisme traditionnel au sein des partis politiques souvent clandestins, trouvent aujourd'hui de nouvelles possibilités d'action sous l'égide de l'altermondialisme. Issu d'entretiens avec des militants, des dirigeants syndicaux et politiques, des altermondialistes, cet ouvrage étudie les changements observés dans le champ politique turc et offre des pistes pour mieux comprendre une société en pleine transformation.

Pour plus d'information :
<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navi g=catalogue&obj=livre&no=35213>

Turquie, la nouvelle politique extérieure turque entre le mythe « européen » et la nostalgie « ottomane »

Sous la direction de Emel Parlar Dal
EurOrient, N°-35-36, 2011, l'Harmattan.

En partant de la nouvelle rhétorique de la politique extérieure turque de l'actuel gouvernement, ce volume de la revue EurOrient tentera d'explorer les nouveaux paradigmes de la politique extérieure turque ainsi que les atouts et défis résultant de ceux-ci. Ces deux numéros de la revue française EurOrient sont composés de 18 articles au total traitant quatre principaux axes de recherche. Le premier numéro intitulé "Passages et frontières de la nouvelle politique extérieure turque" est composé de 8 articles est organisé autour de 2 axes de recherche portant sur les thèmes suivants: 1) Des anciennes traditions géopolitiques à une nouvelle politique extérieure turque : identité (s), sécurité, géographie, pouvoir. 2) La politique extérieure turque d'aujourd'hui entre ses anciens alignements et son nouveau voisinage: opportunités et défis. Le deuxième numéro intitulé "Régionalisation et angles correspondants de la politique extérieure turque", quant à lui, regroupe 10 articles autour de deux principaux axes de recherche : 1) Le "décalage" des réalités régionales complexes de la politique extérieure turque vers le Moyen-Orient, le Caucase, la Méditerranée et les Balkans. 2) Les effets transversaux et la politique extérieure turque: les acteurs économiques, le commerce extérieur et les médias.

Pour plus d'information : http://www.eurorient.net/fichier_ancien_numero/fichier_n35/sommaire_n35.htm

Appel à proposition

European University Institute - Robert Schuman LSE Contemporary Turkish Studies organizes a competition for doctoral dissertations completed on contemporary Turkey during the calendar years 2010 and 2011. Dissertations must have been written in English and the candidate must have obtained the PhD degree from a social sciences or humanities department/programme of a university in the UK or any other European country during the calendar years 2010 and 2011. Dissertations submitted to a university in Turkey are not eligible.

The dissertation can deal with any aspect (politics, economy, society, international relations, culture, etc.) of contemporary Turkey defined as Turkey since the end of World War II. Part of the dissertation can deal with the earlier period.

Comparative doctoral dissertations which include contemporary Turkey as part of a two or three-country study are also eligible.

A jury of three academic experts including Professor Sevket Pamuk will evaluate the dissertations.

To apply, please send by e-mail a PDF copy your doctoral dissertation and a scanned copy of the official university document indicating the receipt of the PhD degree between the dates 1 January 2010 and 31 December 2011 to Umit Sonmez at the e-mail address below. Submissions without this degree document cannot be considered.

The deadline for applications is 31 March, 2012.

E-mail: u.sonmez@lse.ac.uk
Tel: +44 (0) 20 7955 6067
Fax: +44 (0) 20 7955 7546



Observatoire de recherche interdisciplinaire
sur la Turquie contemporaine
www.obtic.org
obtic@obtic.org
163, rue de Tolbiac 75013 Paris